

ALGER

الجزائر
الجمهورية
الجمهورياتي

Extract of Alger républicain

<http://www.alger-republicain.com/Resolution-du-parlement-europeen.html>

Résolution du parlement européen sur les « libertés et les droits de l'homme » en Algérie

- Actualité politique nationale -
Publication date: jeudi 21 mai 2015

Description:

L'objectif de l'UE est d'exploiter ses contradictions internes pour l'obliger à livrer les richesses du pays et notamment son pétrole aux appétits des multinationales, pour qu'il accélère la cadence dans l'adoption des lois précarisant encore plus les travailleurs, qu'il démantèle sans tarder les barrières aux mouvements des capitaux et des profits, qu'il transforme l'Etat algérien en bras armé de leurs plans en Afrique et dans le monde.

Parti algérien pour la démocratie et le socialisme (PADS)

15 mai 2015

Copyright © Alger républicain - Tous droits réservés

PARTI ALGÉRIEN POUR LA DÉMOCRATIE ET LE SOCIALISME

Vigilance et mobilisation pour mettre en échec les ingérences impérialistes et les appels du régime à la paix sociale et à l'union nationale !

Une résolution a été votée le 29 avril sur les atteintes aux libertés démocratiques en Algérie par une cinquantaine de députés du parlement européen, de droite, d'extrême-droite, de socialistes, d'écologistes et de membres de la « *Gauche Unie* », dont le Front de Gauche pour la France et Syriza pour la Grèce. Cette résolution a une portée politique pratique qu'aucun anti-impérialiste algérien ne peut prendre à la légère, même si le pouvoir et ses pratiques anti-démocratiques en sont la cible apparente.

La résolution a été adoptée sous prétexte de protester contre la condamnation à des peines de prison de 8 jeunes chômeurs qui avaient manifesté pour l'emploi. Les condamnations ont été prononcées en mars dernier par le tribunal de Laghouat. C'est un fait exceptionnel que des parlementaires européens se mettent subitement à pleurer sur le sort des chômeurs et à défendre leur droit à manifester, en particulier ceux des régions sud du pays. Des dizaines de travailleurs ont été poursuivis ces dernières années devant les tribunaux pour fait de grèves, condamnés ou jetés à la porte au mépris de la législation sociale, comme par exemple les travailleurs des Moulins de Mahdia à Tiaret ou ceux de Cevital à Béjaïa. **Le parlement européen n'a pas bronché.** La police algérienne a réprimé l'an dernier le regroupement des travailleurs licenciés par la multinationale du ciment Lafarge devant le siège de cette société. Lafarge les a poursuivis devant les tribunaux. Elle a fait appel à la gendarmerie pour étouffer leurs manifestations devant l'usine de Oggal. Son chef de sécurité a piétiné l'emblème national. **Les protestations des travailleurs ont duré des mois mais les « euro-députés » n'ont rien vu ni entendu !**

La résolution a établi une liste d'injonctions au pouvoir pour qu'il abroge toutes les lois qui limitent les « *droits de l'homme* », les libertés de réunion, d'association et de manifestation. Les parlementaires ont appelé la Commission, la haute représentante de l'Union pour les affaires étrangères et la politique de sécurité, le Service européen pour l'action extérieure, à contraindre le régime à s'engager dans un plan d'action détaillant des objectifs, un calendrier et des « *indicateurs* » de réalisation de réformes démocratiques.

Ceux qui se font encore des illusions sur les objectifs véritables de l'Union européenne pourraient voir dans ses proclamations « *démocratiques* » des intentions « *louables* » pour l'Algérie. **C'est fermer les yeux sur le caractère impérialiste manifeste de l'UE et de ses organes auxquels la résolution a adressé son appel pour une action méthodique en direction de l'Algérie.** Ce caractère impérialiste est illustré par tous les méfaits de l'UE contre les peuples. L'Union européenne n'est pas, n'a jamais été, ne peut être un organisme qui se tient aux côtés des peuples. C'est un bloc impérialiste qui agit en fonction uniquement des intérêts des multinationales capitalistes.

Les citoyens et les travailleurs algériens conscients ne seront pas dupes. Seuls des naïfs peuvent croire que l'Union européenne est un organisme politique qui ne veut que le bien des peuples, du peuple algérien. La compassion affichée par les parlementaires européens pour le droit des chômeurs algériens à manifester pour le travail ne peut être que suspecte à leurs yeux. Ils n'accorderont aucun crédit à l'intérêt de l'UE aux

luttent qu'ils mènent inlassablement pour leurs revendications politiques et sociales. Ils opposeront la plus grande méfiance et la plus grande vigilance à tous les « appels à la démocratisation » de l'Algérie émanant de l'UE, de tout autre Etat impérialiste, et de toutes leurs soi-disant « ONG », REMDH, Reporter sans Frontières, FIDH, Amnesty International, etc.

C'est ce même parlement européen qui avait voté en mars 2011 une résolution appelant l'UE à intervenir militairement en Libye et qui observe maintenant le silence le plus total sur le chaos semé dans ce pays après l'avoir livré à la tyrannie sanglante des forces de l'obscurantisme installées à sa tête grâce à la destruction de l'armée libyenne. **C'est cette même Union Européenne, avec les USA, qui a participé au bombardement et au dépeçage en 1999 de la Yougoslavie. C'est elle aussi qui a suscité des troubles en Ukraine en soutenant un coup d'Etat fomenté en février 2014 par des groupes fascistes et qui se tait sur le massacre des habitants du Donbass, sur les 6000 civils tués par l'armée de Kiev et les groupes néo-nazis « Azov ».** C'est le même parlement qui se garde de condamner le massacre périodique des palestiniens par les occupants israéliens, qui s'abstient de critiquer les régimes tyranniques du Golfe. Les travailleurs n'ont rien à attendre d'une organisation qui a plongé dans la pauvreté les peuples de Grèce, d'Espagne, d'Italie, du Portugal pour les obliger à payer les dettes contractées par les capitalistes, qui a fait du principe de la « concurrence libre et non faussée » la pierre angulaire sacrée de sa constitution, de son extension et de sa « *politique européenne de voisinage* ».

L'UE étale au grand jour sa duplicité. Elle feint de découvrir les pratiques anti-démocratiques du régime algérien. **Elle ne s'est posée aucune question en 2002 sur sa légitimité quand elle a conclu avec lui l'accord d'association qui a étouffé l'économie nationale sous une camisole de force.** Par intérêt de classe et pour renforcer ses alliances extérieures, le régime a signé cet accord. L'UE a obtenu de son côté l'inclusion de clauses politiques qui lui donnent un droit de regard institutionnel sur la situation interne économique et politique sous prétexte de faire respecter la démocratie, les droits de l'homme et « *l'économie de marché* » en Algérie.

La résolution du parlement européen n'est qu'un tissu d'hypocrisie et de tromperies

C'est un instrument fabriqué pour justifier « *juridiquement* » les ingérences des Etats impérialistes en Algérie, au mépris de sa souveraineté. C'est un feu vert politique aux organismes de l'UE pour accentuer leurs pressions et leur intervention sous différentes formes. Ses inspirateurs ont choisi le moment précis où la chute des recettes pétrolières fragilise encore plus la situation économique. Ils mettent en route le chantage politique et accroissent plus fortement leurs pressions sur le pouvoir pour qu'il fasse preuve de plus de docilité. **L'objectif de l'UE est d'exploiter ses contradictions internes pour l'obliger à livrer les richesses du pays et notamment son pétrole aux appétits des multinationales, pour qu'il accélère la cadence dans l'adoption des lois précarisant encore plus les travailleurs, qu'il démantèle sans tarder les barrières aux mouvements des capitaux et des profits, qu'il transforme l'Etat algérien en bras armé de leurs plans en Afrique et dans le monde.** En fait, sous le paravent des admonestations adressées au régime algérien, c'est le peuple et les travailleurs algériens qui sont visés dans les plans des dirigeants impérialistes européens. Avec les représentants du pouvoir ils trouveront toujours un terrain d'entente sur le dos du peuple.

Les travailleurs algériens conscients et combatifs défendent le droit de s'organiser, de s'exprimer et de manifester contre les ravages provoqués par le capitalisme. Les parlementaires européens ont enfourché le cheval de l'exigence de l'abrogation de la loi de décembre 1991 soumettant toute manifestation à une autorisation préalable. Le but de cette loi était d'empêcher les groupes obscurantistes de faire régner leur terreur sous la bannière de la liberté de manifester. Le pouvoir a par la suite détourné cette loi de son objectif pour étouffer toute manifestation de mécontentement légitime. Il utilise cette loi pour n'autoriser que les manifestations de ses sympathisants.

Les forces démocratiques de progrès et les travailleurs mènent leurs luttes pour que les lois servent la mobilisation en faveur de leurs revendications politiques et sociales, de la défense de l'indépendance du pays. Ils refusent que les lois servent à museler la contestation de la politique du pouvoir qui représente les intérêts des classes affairistes et exploiteuses. Comme ils refusent que les libertés démocratiques et le droit de manifester soient utilisés comme tremplin de la conquête du pouvoir par les courants obscurantistes. Les inspireurs de la résolution font semblant de méconnaître leurs cellules dormantes et leur influence, leurs ruses et leur détermination à instaurer un Etat moyenâgeux basé sur la cruauté et le déni de toute liberté. Ils cachent le fait que les organisations impérialistes - dont l'UE - financent, forment et organisent les groupes obscurantistes et fascistes comme ils l'ont fait et le font en Libye, Syrie, Irak, Ukraine, etc. La cruauté et le déni des libertés des prétendus Etats islamiques, qu'ils s'appellent Daech, royaume de l'Arabie Saoudite ou Emirat du Qatar, servent à asseoir solidement un régime capitaliste où au nom de la religion les travailleurs n'ont aucun droit social et politique.

Les monarchies théocratiques du Golfe font le bonheur des multinationales. Elles jouissent de la plus haute considération de François Hollande, de Jack Lang, des autres dirigeants du monde impérialiste et des parlementaires au service du capital.

Les citoyens algériens se battent opiniâtrement pour les libertés démocratiques et la liberté de presse. Les travailleurs luttent pour la récupération de leurs droits remis en cause par l'application des mesures qui renforcent la dictature des capitalistes avec la bénédiction des organisations impérialistes dont l'UE fait partie intégrante. Ils rejettent les interventions externes des Etats impérialistes qui ont partout et en tous lieux pour seul objectif de consolider le pouvoir de leurs alliés internes ou de placer des marionnettes à visage neuf.

Le peuple et les travailleurs algériens sont capables de remporter des succès dans leurs combats démocratiques par leurs propres forces internes, par leur union et leur mobilisation organisée. Ils n'attendent pas la conquête de leurs droits démocratiques et sociaux de l'intervention de l'UE ni du « soutien » d'une quelconque autre institution impérialiste.

La plus grande vigilance est requise face au nouveau pas franchi par les organisations impérialistes dans leur plan de mise au pas du peuple et des travailleurs algériens. Elle est également requise pour ne pas céder aux appels du régime à l'union nationale autour de lui et à la paix sociale sous prétexte de ces dangers.

PADS

15 mai 2015